

La droite espagnole voudrait écourter "l'agonie" du gouvernement de M. Zapatero



| 04.08.11 | 15h33 • Mis à jour le 04.08.11 | 15h33

• 1

MADRID, CORRESPONDANCE - Avancer les élections générales espagnoles au 20 novembre alors que la législature courait jusqu'à mars 2012 n'a suffi à calmer ni les marchés, ni certains dirigeants de l'opposition conservatrice, qui exigent de mettre un terme rapide "à l'agonie" du gouvernement du socialiste José Luis Rodríguez Zapatero.

L'Espagne traverse une semaine vertigineuse sur les marchés, où le risque associé à sa dette souveraine a explosé, forçant M. Zapatero à interrompre, mercredi 1er août au matin, des vacances commencées la veille au soir, pour tenir à Madrid une réunion de crise dans l'après-midi.

"Inquiétante mais pas gravissime" : c'est ainsi que la ministre de l'économie, Elena Salgado, a qualifié la situation que traverse l'Espagne après la réunion, tout en prévenant qu'elle risquait de *"durer plusieurs jours."*

Mme Salgado a surtout attribué les tensions portant sur la dette espagnole à des causes étrangères à la profonde crise économique que traverse le pays : le ralentissement de la croissance américaine et la lenteur de la mise en oeuvre des accords financiers européens.

Au mois d'août, le volume d'opérations sur les marchés diminue considérablement, ce qui *"exacerbe la volatilité"*, a-t-elle fait valoir, avant de préciser : *"Notre dette terminera cette année aux alentours de 68 % du produit intérieur brut, très loin de pays comme l'Italie ou la Belgique qui dépassent 100 %, et les émissions de dette ont déjà couvert plus de deux tiers des besoins (de financement) de toute l'année"*, a-t-elle précisé.

C'est dans ces conditions que le Trésor espagnol devait affronter les marchés jeudi matin, avec une émission obligataire destinée à lever jusqu'à 3,5 milliards d'euros et perçue comme un véritable test par les marchés. *"L'Espagne n'aura pas besoin d'être sauvée, mais il est urgent de mettre en oeuvre une autre politique pour susciter la confiance"*, avait lancé la veille Mariano Rajoy, le chef du Parti populaire (PP, droite), qui dispose d'une avance confortable dans les

sondages. *"Les élections devraient être organisées fin septembre"*, a renchéri la présidente de la région de Madrid, Esperanza Aguirre (PP).

"L'impact de la perspective électorale sur les marchés est neutre", affirme cependant José Carlos Díez, économiste en chef de la firme ibérique de services financiers Intermoney. *Les données spécifiques à l'Espagne n'influencent plus le différentiel (entre les obligations espagnoles et allemandes et qui détermine la prime de risque) depuis pratiquement un mois et demi. Nous sommes dans une autre dynamique, où tout bouge par contagion."*

D'autant plus que les grandes lignes des réformes entreprises sous la pression des marchés, de l'Europe et des États-Unis en 2010 ne devraient pas changer en fonction de la victoire de Mariano Rajoy ou de son opposant socialiste, Alfredo Pérez Rubalcaba, actuel numéro deux du gouvernement.

Les réformes du marché de l'emploi et des retraites ont déjà été bouclées. Reste celle de la négociation collective, déjà entamée. Et surtout l'un des plus grands facteurs d'inquiétude, la recapitalisation des caisses d'épargne espagnoles, qui devrait cependant être achevée d'ici le 30 septembre pour les enseignes les plus en difficulté.

Les deux concurrents s'engagent en tout cas à respecter l'engagement pris par M. Zapatero de ramener le déficit public sous la barre des 6 % du PIB en 2011 (3 % en 2013). *"Le gouvernement espagnol semble être sur la bonne voie pour atteindre l'objectif fixé pour cette année (un déficit du gouvernement central de 4,8 % du PIB)"*, reconnaissait l'agence de notation Moody's la semaine dernière, décidément plus inquiète de la faible croissance espagnole, du risque de contagion européenne et surtout de l'état des finances régionales.

Un gouvernement conservateur pourrait jouer sur l'avantage d'être du même bord politique que près de deux tiers des 17 régions autonomes espagnoles, pour leur faire respecter la cure d'austérité promise. Mais les barons les plus puissants n'ont parfois que faire des consignes de Madrid, toutes couleurs politiques confondues.

Article paru dans l'édition du 05.08.11